

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie



BUREAU INTERNATIONAL
DU TRAVAIL



Organisation
internationale
du Travail

IMPACTS DES POLITIQUES DE COMMERCE EXTERIEUR SUR L'EMPLOI AU CAMEROUN



Organisation
internationale
du Travail

SOUTH-SOUTH AND TRIANGULAR COOPERATION FACILITY -2020-2021

Auteur : DJOUM DJOUKUMO BERNARD,
Ingénieur Statisticien Economiste MINEPAT-Cameroun

Décembre 2020

Sommaire

1. INTRODUCTION -----	1
1.1. Contexte et justification de l'étude-----	1
1.2. Objectifs-----	2
1.3. Méthodologie, Outils et données utilisées-----	2
2. STRUCTURE DU COMMERCE EXTERIEUR -----	3
2.1. Orientations géographiques des échanges du Cameroun-----	3
2.2. Structure des emplois par branches et commerce extérieur-----	4
3. ORIENTATIONS STRATEGIQUES -----	6
3.1. Stratégie de positionnement dans les échanges mondiaux-----	6
3.2. Orientation fondamentale de SND30-----	6
3.3. Options stratégiques de promotion de l'emploi en adéquation avec le commerce extérieur--	7
4. ANALYSE DES SIMULATIONS D'IMPACT DES POLITIQUES DE COMMERCE EXTERIEUR SUR L'EMPLOI. -----	7
4.1. Hypothèses de simulations-----	7
4.2. Résultats des simulations-----	9
5. REFORMES STRATEGIQUES MAJEURES ET PERSPECTIVES -----	11
5.1. Réformes stratégiques majeures-----	11
5.2. Perspectives-----	12
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES -----	13

1. INTRODUCTION

1.1. Contexte et justification de l'étude

Le Cameroun a adopté en 2009 la vision de développement à l'horizon 2035 qui marque sa volonté de devenir un pays émergent, démocratique et uni dans sa diversité. Trois phases de mise en œuvre de cette vision de développement économique et social sont prévues.

La première phase allant de 2010 à 2020 a été opérationnalisée par la stratégie pour la croissance et l'emploi, faisant ainsi de l'emploi un axe majeur, en reprenant amplement les objectifs de la Politique Nationale de l'Emploi (PNE) élaborée en 2008. Ce dernier se déclinait en trois (03) sous-axes stratégiques à savoir : (i) l'accroissement de l'offre d'emplois décents ; (ii) la mise en adéquation de la demande d'emploi ; et (iii) l'amélioration de l'efficacité du marché de l'emploi.

La deuxième phase de la Vision 2035 est prévue sur la période 2021-2030 et a fait depuis 2018 l'objet d'importants travaux de planification avec en amont des travaux d'évaluation des politiques publiques et d'outils de planification, mettant un accent particulier sur la question d'emploi.

En effet, l'évaluation des politiques publiques menées depuis 2010 révèle, à travers les données de la quatrième Enquête Camerounaise auprès des ménages (ECAM IV), un gap à combler de 35% par rapport à la cible du DSCE en ce qui concerne le sous-emploi chez les personnes âgées de 10 ans et plus ; ce dernier est passé d'un taux de 75,8% en 2005 à 71,1% en 2007, pour remonter à 79,0% en 2014. Ces constats ont justifié entre autres à l'actualisation en 2017 de la PNE dans la perspective d'identifier les mesures idoines à mêmes d'inverser les tendances indésirables constatées.

Par ailleurs, l'étude sur l'évaluation de la dimension emploi dans les référentiels stratégiques et programmatiques, réalisée en 2018 par le MINEPAT avec l'appui technique du Bureau International de Travail (BIT) a relevé l'absence d'outils d'analyses du marché de l'emploi dans les administrations publiques. Les recommandations de cette étude ont conduit à la mise en œuvre d'un Modèle d'Equilibre Général Calculable (MEGC) qui aiderait au renforcement de la formulation des politiques favorables à l'emploi dans le cadre de la seconde phase de la vision Cameroun 2035.

La stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND30) qui est le nouveau cadre de référence de l'action gouvernementale et des partenaires au développement, a adopté comme orientation celle de la **transformation structurelle de l'économie et du développement inclusif**, bases nécessaires pour mener des politiques d'import-substitution. Comblent le gap du sous-emploi, assurer l'équilibre de la balance courante (passer de -2,4% du PIB en 2018 à 0%) et porter la part du secteur secondaire dans le PIB de 26,1% en 2018 à plus de 36,8% en 2030 sont entre autres les objectifs poursuivis par cette stratégie. L'atteinte de ces derniers passe par une offre locale compétitive par rapport aux produits

importés du fait de l'ouverture du Cameroun, et capable de faire l'objet d'exportations vers les marchés débouchés notamment le marché sous régional et régional. Ces objectifs couplés aux engagements internationaux¹ ne sont pas sans conséquences sur l'emploi et il conviendrait d'analyser l'impact ex-ante sur l'emploi de la mise en œuvre des nouvelles orientations stratégiques en lien avec le commerce extérieur.

1.2. Objectifs

L'objectif poursuivi est celui d'élaborer un policy brief sur l'impact des politiques du commerce extérieur sur l'emploi au Cameroun. Plus spécifiquement, il s'agira de (i) décrire la dynamique du commerce extérieur en lien avec l'emploi au Cameroun ; (ii) identifier les choix stratégiques du Cameroun pour ce qui est de son positionnement dans les échanges mondiaux ; (iii) d'exploiter les résultats de simulation du MEGC pour définir les actions nécessaires à mettre en œuvre afin que les politiques à mener aient des effets escomptés sur l'emploi.

1.3. Méthodologie, Outils et données utilisées

L'approche méthodologique adoptée repose sur les étapes suivantes :

- (i) Une brève recherche documentaire sur les stratégies de positionnement du Cameroun sur le marché mondial et les implications sur l'emploi.
- (ii) La formulation des hypothèses de simulation vraisemblables sur les variables liées aux importations et exportations, aux facteurs de production disponibles dans le modèle MEGC, en s'appuyant sur les orientations stratégiques de la SND30 ;
- (iii) L'examen et l'analyse des résultats produits par le MEGC.

Le principal outil d'analyse est le Modèle d'équilibre Général Calculable de simulation d'impact des politiques sur l'emploi au Cameroun. Ce modèle a l'avantage de prendre en compte les interrelations entre les agents et les secteurs de l'économie. Cependant, les choix d'agrégation dans le modèle ne permettent pas d'apprécier les impacts sur des branches spécifiques ; de plus, la modélisation du commerce extérieur ne tient pas compte des origines des importations et les destinations des exportations (UE, ASIE, AFRIQUE, etc).

Les données utilisées dans ce document sont celles de la comptabilité nationale notamment les tableaux des ressources et des emplois (TRE), ainsi que celles du Commerce extérieur.

¹ Le Cameroun a souscrit à des accords et engagements internationaux en lien avec l'emploi et le commerce extérieur. On peut citer entre autres l'accord sur la zone de libre-échange continentale ratifié en juin 2019, l'accord sur la facilitation des échanges ratifié le 30 novembre 2018, L'accord d'étape des APE au Cameroun ; la souscription aux Objectifs de Développement Durable (ODD) dont le huitième objectif prend en compte les questions d'emploi et s'énonce ainsi qu'il suit «Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous»

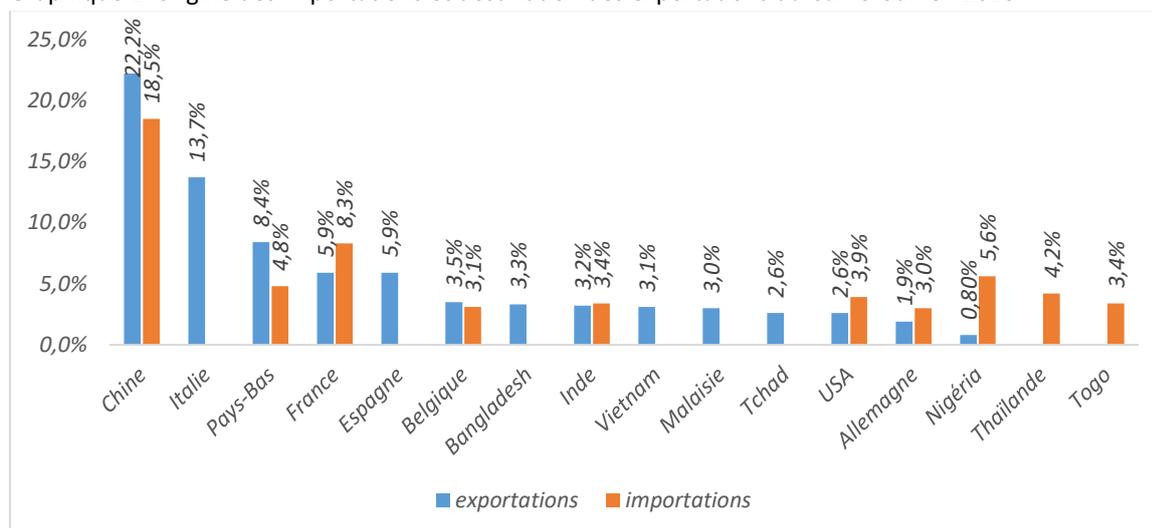
Les points suivants structurent le présent document : (i) une description du commerce extérieur en lien avec l'emploi ; (ii) un rappel des orientations stratégiques ; (iii) la formulation des hypothèses de simulation et l'analyse des résultats du modèle ; (iv) la formulation des réformes stratégiques majeures et les perspectives.

2. STRUCTURE DU COMMERCE EXTERIEUR

Durant la première décennie de mise en œuvre de la Vision 2035, l'économie du Cameroun est caractérisée par un faible niveau d'échanges transfrontalier et sous régionale, une forte dépendance à l'extérieur du secteur secondaire, une dominance d'emplois dans le secteur tertiaire et des entrées en devises imputables aux produits énergétiques et matières premières ayant subi au plus la première transformation.

2.1. Orientations géographiques des échanges du Cameroun

Graphique 1: origine des importations et destination des exportations du Cameroun en 2018



Source : données du commerce extérieur (INS 2018)

L'environnement du commerce extérieur du Cameroun est caractérisé par les partenaires commerciaux diversifiés venant de toutes les régions du monde. Toutefois, la stratégie des échanges commerciaux vise particulièrement la CEMAC, le Nigéria, les pays émergents, l'UE et les États-Unis d'Amérique (USA) ; en 2018, le Cameroun compte 127 pays destinataires dont les dix premiers absorbent 77,5% des exportations, et 189 pays fournisseur dont les dix premiers couvrent 58,2% des importations du Cameroun.

La Chine est à la fois le client et le fournisseur majeur du Cameroun en 2018 avec 22,2% des acquisitions d'exportations et 18,5% d'importations du Cameroun ; Les produits exportés vers la Chine sont constitués essentiellement des huiles brutes de pétroles (71,6%) ; du bois brut (11,2%) ; du gaz naturel liquéfié (10,4%), du bois scié (4,2%) ; du coton brut (1,2%) ; il s'agit en grande partie des produits

n'ayant pas subi de transformations poussées. Par contre les produits importés de la Chine par le Cameroun sont des machines et appareils électriques (20%); des machines et appareils mécaniques (12,8%) ; des ouvrages en fonte fer ou acier (6,8%) etc ; il s'agit des produits à forte valeur ajoutée manufacturière.

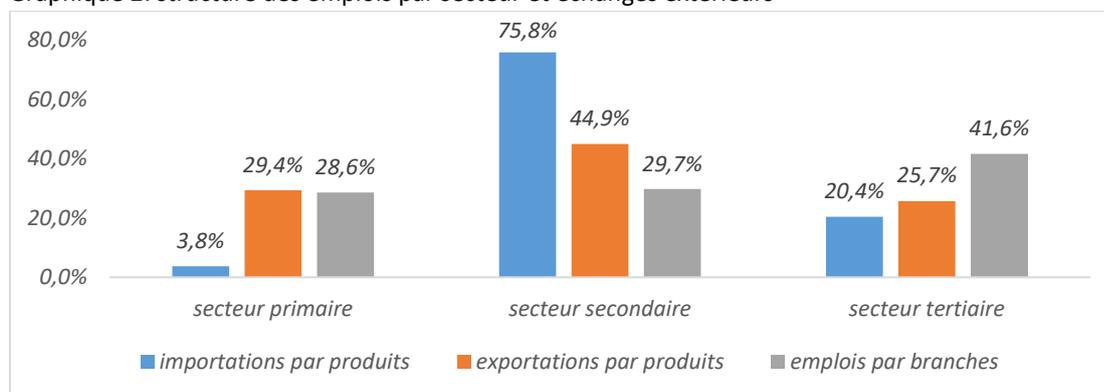
La seconde destination des exportations du Cameroun est l'Italie (13,7%) qui importe essentiellement du Cameroun les huiles brutes de pétrole (65,6%) ; l'aluminium brute (18,5%) ; le bois scié (5,2%) ; les feuilles de placage (4,7%) ; le cacao brut en fèves (1,8%) ; les bananes et plantains frais ou séchés (1,6%). Ce pays ne figure pas parmi les dix premiers fournisseurs du Cameroun.

La France est la quatrième destination des exportations après le Pays Bas et le deuxième fournisseur du Cameroun. Les importations d'origine française sont constituées essentiellement des produits pharmaceutiques (12,6%) ; des machines et appareils mécaniques (10,4%) ; des machines et appareils électriques (8,7%) ; des céréales (8%).

Le poids des échanges avec les pays voisins reste assez faible et représente que 7,3% des recettes d'exportations dont 2,6% vers le Tchad, 1,5% vers la République Centrafricaine et 1,2% vers le Gabon. Par ailleurs, le Nigéria est le troisième fournisseur mondial du Cameroun et ne représente que 0,8% des destinations des exportations su Cameroun, ce qui caractérise le sens unique des échanges.

2.2. Structure des emplois par branches et commerce extérieur

Graphique 2: structure des emplois par secteur et échanges extérieurs



Source : INS, TRE 2015 et nos calculs

L'analyse des échanges extérieurs du Cameroun en lien avec l'emploi révèle des disparités selon les différents secteurs de l'économie en 2015.

Le poids des produits du secteur primaire dans les importations est très faible (3,8%) et est essentiellement imputables aux produits agricoles (73,4% des importations du secteur) et aux produits de l'élevage et de la chasse (26%). Les exportations du primaire représentent 29,4% de l'ensemble des exportations dont la plus grosse part est imputable aux produits agricoles (68,1% des exportations du

secteur), suivi des produits sylvicoles (17,2%). Ce secteur représente 28,6% de l'ensemble des emplois de l'économie dont 92,3% sont dans la branche agriculture (soit un peu plus du quart des emplois de l'économie). La branche sylviculture et exploitation forestière ne représente que 1,8% des emplois du secteur (0,2% de l'ensemble des emplois de l'économie) malgré son potentiel.

Le secteur secondaire est caractérisé par une forte dépendance à l'extérieur (75,8% de l'ensemble des importations hors produits énergétiques) imputable pour l'essentiel à l'importation des produits chimiques, des machines et appareils électriques, des produits du raffinage et de cokéfaction, produits métalliques de base, du matériel de transport, la viande et du poisson, les produits du travail des grains et produits amylicés (respectivement 14% 13,8% 9,6% 9,4% 8,3% 5,9% et 5,9% des importations de la branche hors produits énergétiques). Cependant trois segments de branches se dégagent. Les branches industrie chimique, raffinage de pétrole et cokéfaction, fabrications des produits métallurgiques de base, production de caoutchouc, fabrication des machines et appareils électriques, fabrication de matériel de transport occupent un poids important dans les importations (64,1%) et les exportations (54%) mais ne représente que 4,1% des emplois du secteur (segment des industries de moyenne et hautes technologie). Le deuxième segment est constitué des branches industries du bois sauf fabrication des meubles et l'industrie du textile et de la confection, représentant 37% des exportations, 4,5% des importations et 15,3% des emplois du secteur (industries de faible technologie). Le troisième segment est constitué des branches production et distribution d'eau et assainissement, construction, industrie de la boisson, fabrication des produits à base de céréales qui regroupent 66% des emplois du secteur mais ne représente que 0,8% des exportations et 5% des importations. Le secteur secondaire regorge 29,7% des emplois de l'économie.

Le secteur tertiaire regorge près de 42% des emplois de l'économie mais ne représente que le quart de l'ensemble des exportations et les un cinquième des importations. 78,2% des emplois de ce secteur sont dans les branches vente en gros et en détail, réparation et entretien des véhicules, services d'hôtellerie et de restauration ; les exportations de ces branches représentent 3,5% des exportations du secteur. 85% des importations de ce secteur sont imputables aux branches transport et entreposage ainsi qu'administration publique et sécurité sociale ; ces deux branches regroupent 7% des emplois de ce secteur.

En somme, Les exportations sont constituées à 66% de matières premières ; traduisant un faible niveau de transformation qui ne permet pas de générer d'importantes valeurs ajoutées et de tirer un meilleur profit des avantages comparatifs. De plus, la structure des importations met en évidence d'une part hausse des biens de consommation finale dont la part dans les importations est passée de 32% sur la période 2000- 2009 à 34% sur la période 2010-2017 ; de biens d'équipement liées à la mise en œuvre

des projets d'investissements publics et privé. Cette augmentation des importations sans contrepartie des exportations de valeur équivalente entraîne un déficit de la balance commerciale et donc une fuite des devises. L'analyse de la structure actuelle de l'emploi en lien avec le commerce extérieur fait constater une forte concentration des emplois dans le secteur tertiaire et une forte dépendance à l'extérieur du secteur secondaire

3. ORIENTATIONS STRATEGIQUES

3.1.Stratégie de positionnement dans les échanges mondiaux

Au regard de la structure des échanges commerciaux du Cameroun et de sa volonté permanente de poursuivre l'intégration sous régionale et régionale ainsi que l'insertion internationale, les orientations stratégiques du Cameroun s'inscrivent dans une logique de modification de la structure des échanges, d'amélioration considérable du volume des échanges et d'expansion internationale des entreprises locales².

La modification de la structure des échanges se traduit par une reconfiguration de la nature des produits importés et exportés ; il est ainsi question d'orienter les exportations vers les produits à moyenne et haute technologie ainsi que les services à forte valeur ajoutée. Ceci implique de développer un secteur manufacturier sain, compétitif et diversifié, capable d'inverser la structure du commerce extérieur.

L'amélioration considérable du volume des échanges est le résultat des performances réalisées au sein de l'appareil de production et suppose une évolution en forte hausse tant du volume des exportations que celui des importations, mais avec une différence positive.

L'expansion internationale des entreprises locales, renvoie quant à elle à l'extension des activités de ces dernières à travers le monde. Elle s'inscrit dans une logique d'offensive de développement commercial et participe des besoins d'acquisition des ressources, d'optimisation des coûts (main d'œuvre, logistiques), d'accès à de nombreux marchés et à de nouvelles activités pour pouvoir faire face aux concurrences sur leur propre marchés.

3.2.Orientation fondamentale de SND30

La première orientation fondamentale de la SND30 est le mix entre import/substitution et promotion des exportations en s'appuyant sur les avantages comparatifs de l'économie Camerounaise. Cette orientation nécessite une transformation actuelle de la structure de l'économie. Celle voulue par le Cameroun consiste en la migration de l'économie, d'un tissu dominé par les activités du secteur primaire vers les industries manufacturières et les services à forte valeur ajoutée. Elle suppose donc

² Document de caractérisation de l'émergence du Cameroun.

une forte diversification de l'économie, et sa réorientation vers les produits plus intensifs en technologies.

3.3. Options stratégiques de promotion de l'emploi en adéquation avec le commerce extérieur

La politique nationale de l'emploi (PNE) propose quatre options stratégiques en vue d'apporter des solutions au problème de chômage et de sous-emploi. Il s'agit de la promotion de l'emploi décent dans le cadre macroéconomique et les politiques publiques (Axe1), l'accroissement de la création et de la promotion des TPE, PME, PMI, de l'entrepreneuriat et des organisations paysannes (Axe2), l'amélioration de l'employabilité de la main-d'œuvre (Axe3) et l'amélioration de la gouvernance sur le marché du travail (Axe4). Les options stratégiques de promotion de l'emploi en adéquation avec les stratégies du commerce extérieur devraient s'articuler autour des activités de production à faible, moyenne et haute technologie ainsi que l'agriculture industrielle d'exportation. Dans cette logique, les sous axes stratégiques de la PNE suivants sont les plus interpellés : Sous Objectif Stratégique 1.2 promouvoir la création d'emploi décent dans les pôles de croissance ; Sous objectif stratégique 2.3 : Améliorer les incitations en faveur des entreprises du secteur formel ;

4. ANALYSE DES SIMULATIONS D'IMPACT DES POLITIQUES DE COMMERCE EXTERIEUR SUR L'EMPLOI.

4.1. Hypothèses de simulations

Quatre scénarios de simulation ont été formulés sur la base des hypothèses suivantes :

- 👉 Hypothèse sur l'accroissement des transferts reçus par l'Etat : il est question dans cette simulation d'analyser le comportement des exportations et des importations en relation avec l'emploi suite à un accroissement des transferts reçus par l'Etat de l'ordre de 700 milliards de FCFA ; cette analyse permettra de caractériser le lien entre le commerce extérieur et l'emploi en supposant que la structure actuelle de l'économie soit maintenue dans l'avenir.
- 👉 Hypothèse sur l'accroissement des exportations : dans cette catégorie de simulation, on étudie le niveau de création d'emplois formels suite à l'accroissement du volume des exportations d'un montant de 500 milliards dans différentes branches. Cette approche de simulation a pour but d'identifier les besoins de création d'emplois formels supplémentaire par rapport au niveau de référence pour atteindre un niveau d'exportation donnée d'une part, et d'identifier les secteurs de l'économie à fort potentiel de production pouvant développer les emplois formels et booster les exportations d'autre part. D'après le schéma du modèle, l'augmentation des exportations nécessitera un accroissement de la production dans la branche considérée, ce qui induira une augmentation du revenu et donc celle de la demande de biens et services.

L'augmentation de la production nécessitera un accroissement de la demande de travail des branches formelles.

- ☛ Hypothèses de simulation relative à la baisse des importations couplée à l'accroissement des facteurs de production : il est question d'analyser l'impact sur l'emploi de la baisse des importations des produits de grande consommation (riz, poisson) en substitution par une production locale.
- ✓ Baisse des importations du poisson : Malgré son potentiel important, le Cameroun demeure importateur net de poissons. En 2018, cette denrée a sollicité les réserves de change du pays à hauteur de 154 milliards FCFA afin d'acquérir un volume d'importations de 225 708 tonnes, tandis que la production halieutique se situe 292 675 tonnes. Cependant la part des importations de poisson dans les importations globales demeure relativement peu importante. L'hypothèse est faite relativement à la baisse du volume des importations 50% et la hausse de la production locale équivalente, ce qui correspond à l'augmentation des capacités actuelles de production de moitié.
- ✓ Baisse des importations du riz : en 2018, les importations de riz s'élevaient à 561 112 tonnes et la production se situait à 364 465 tonnes. Le prix à la tonne du riz importé vaut en moyenne 242 205 FCFA, ce qui correspond à une sortie de devises de 135,9 milliards du fait de ce produit. L'hypothèse formulée consiste en une baisse des importations de ce produit de l'ordre de 100 milliards couplée à une hausse de la production locale du fait de l'accroissement des capacités de productions de ce produit.

Compte tenu de l'agrégation des branches dans le modèle, ce scénario porte sur les branches agriculture, pêche et aquaculture, industrie agro-alimentaire synthétisé dans le tableau suivant :

Tableau 1: chiffrage des hypothèses du scénario

		Importations	Facteurs de Production
Branches comptabilité nationale	Industrie de la viande et du poisson (poisson importé)	- 100 milliards	
	Produits du travail des grains et produits amylicés (riz)	- 100 milliards (- 412 873 tonnes)	361,4 milliards (413 000 tonnes)
Variables du modèle	Industrie agroalimentaire	- 200 milliards	
	<i>agriculture</i>		<i>Doublement des facteurs de production actuels (*2,5)</i>
	<i>Pêche et aquaculture</i>		<i>Augmentation de moitié des capacités actuelles</i>

- ☛ Simulation mixte sur les branches agricoles, industries de faibles technologies et transports. Elle consiste en une multiplication par 4 des facteurs de production dans les branches

agriculture, industries de faibles technologies et transport couplé à une baisse de 500 milliards des importations de mines (pétrole brut) correspondant à 65% des importations actuelles. Cette simulation s'inscrit en droite ligne avec l'objectif d'orientation de la demande privée et la commande publique vers la production nationale et la réduction du déficit de la balance commerciale.

4.2. Résultats des simulations

4.2.1. Scénario sur l'accroissement des transferts reçus par l'Etat

Dans l'ensemble, l'accroissement des transferts reçus par l'Etat met en évidence la dépendance à l'extérieur de la quasi-totalité des branches de l'économie selon sa structure actuelle. En effet, l'on note suite à cet accroissement des transferts reçus par l'Etat une croissance des importations 6% par rapport à la situation initiale (soit 312 milliards d'importations supplémentaires), dont 54% sont imputables aux industries de moyennes et hautes technologies, 11% à l'agro-industrie et 8% aux industries de faibles technologies ; par ailleurs, les exportations ne suivent pas le rythme des importations, avec un accroissement de 0,6% (soit 21 milliards d'exportations supplémentaires) par rapport à la situation initiale. Pour ce qui est de l'emploi, on observe de manière globale une migration marginale du secteur informel (baisse de 0,38% par rapport à la situations initiales) vers le secteur formel (accroissement de 5,44%) ce qui correspond à 66 131 emplois formels créés ; il s'agit majoritairement les emplois informel des branches agricultures (30%), des services immobiliers (22%), eau électricité et énergie (14%) qui vont migrer pour la plupart vers les emplois formels des branches éducation (34% des emplois formels supplémentaires), construction (16% des emplois formels supplémentaires) et autres services marchands (20% des emplois formels supplémentaires) ; la part d'emplois formels supplémentaires du secteur secondaire représente 14% ; tous ces constats mettent en exergue une propension à migrer vers les emplois formel du secteur tertiaire ; cette propension pourrait s'expliquer par le fait que les emplois du secteur secondaire nécessitent des qualifications ou des compétences techniques élevées, et l'environnement actuelle de l'économie n'est pas propice à l'émergence du secteur secondaire. L'on note cependant que dans la structure actuelle de l'économie, certaines branches plus propices à la fois aux exportations et à la création d'emplois formels ; il s'agit des branches construction, industries de moyennes et hautes technologies et industries de faibles technologies.

4.2.2. Scénario sur l'accroissement des exportations dans les différentes branches d'un montant de 500 milliards

Les résultats de ce scénario mettent en exergue la détérioration de la balance commerciale pour les branches de production nécessitant une création d'emploi formel plus élevée afin de satisfaire le niveau d'exportation supplémentaires de 500 milliards d'une part, et d'autre part la différence de

migration d'emplois informels des branches agriculture, électricité eau et énergie, services immobiliers vers les branches formels lorsque la simulation se fait d'une branche à l'autre. Les branches agriculture, industries de faibles technologies, industries de moyenne et hautes technologies et industries agro-alimentaires semblent plus propice à une politique de promotion des exportations en adéquation avec la création d'emplois formels. En effet, ces branches détériorent moins la balance commerciale et sont fortement intégrées à l'économie Camerounaise ; en outre, le Cameroun dispose de plusieurs atouts pour répondre à la demande des produits alimentaires à forte valeur ajoutée (Zone écologique propice, terres abondantes, main d'œuvre disponible...). Le secteur agro-industriel figure parmi les secteurs à avoir un avantage comparatif sur une longue période, ce qui signifie que ce secteur constitue une source de croissance et de compétitivité avérée.

4.2.3. Scénario sur la baisse des importations des produits agro-alimentaires (riz et poisson) substituée par une production locale

Ce scénario aboutit à une création de 268 989 emplois formels supplémentaires (soit un accroissement de 22,13% par rapport à la situation initiale) dont 74% (197 874 emplois) dans la branche agriculture, 7% (19 891 emplois) dans les industries agro-alimentaires, 8% dans les autres services marchands (22 126 emplois), 3% dans la branche éducation ; les emplois informels qui ont migrés vers le formels sont majoritairement celles des branches agriculture (-30%), électricité et eau (14%) et services immobiliers (22%). Par rapport à la situation initiale, l'accroissement global des exportations est de 2,61% (98,2 milliards) contre 3,59% des importations (187 milliards) ; cet accroissement des exportations est de 32,12% dans la branche agriculture, 4,45% dans la branche industries agro-alimentaires et 1,87% dans la branche autres services marchands. Les importations supplémentaires sont dues pour l'essentiel aux branches industries de faibles technologies (accroissement de 9,89%), celles de moyennes et hautes technologies qui s'accroissent de 9,89%, les transports (17,27%) et les autres services marchands (10,94%) ; ces importations correspondent à l'acquisition des technologies de production et de transformation d'une part, et les consultations des services professionnels scientifiques et technologiques d'autre part.

4.2.4. Scénario sur l'accroissement des facteurs de production (multiplication par 4) dans les branches industries agro-alimentaires, industries de faibles technologies et industries de moyennes et hautes technologies couplé à une baisse de 500 milliards des importations de mines (pétrole brut) correspondant à 65% des importations actuelles

Ce scénario donne lieu à une réduction du déficit commercial de 54% suite à la diminution des importations globales de 12% (-628,9 milliards) et à l'accroissement des exportations globales de 4,16% (156,5 milliards) par rapport à la situation initiale. La diminution des importations est essentiellement imputable aux branches industries agro-alimentaires (-27,76%, soit -163,2 milliards

d'importations en moins), industries de faibles technologies (-35,17%, -82 milliards d'importations en moins), industries de moyennes et hautes technologies (-10%, -216,8 milliards d'importations en moins), transports (-29,43%, -148,2 milliards d'importations en moins) et autres services marchands (-8,6%, -35,7 milliards d'importations en moins). Par rapport à la situation initiale, l'accroissement global des exportations se fait suite à celles des branches industries agro-alimentaires (+22,24%), les industries de faibles technologies (+21,42%) et les transports (+21,85%) ; l'on note une diminution bien que marginale, des exportations des branches du secteur primaire, dont la production est utilisée comme input pour les industries de transformation. L'accroissement de l'emploi formel est de 38,6% correspondant à 466 310 emplois formels supplémentaires créés et 2,7% d'emplois informels disparaissant. Les branches connaissant un gain significatif d'emplois formels sont les industries agro-alimentaires (+269,3%, 156195 emplois), les industries de faibles technologies (+213,8%, 106760 emplois) les transports (+479,4%, 220741 emplois), et dans une moindre mesure les branches agriculture (+17,3%, 5083 emplois), élevage et chasse (+21,2%, 1760 emplois), sylviculture (+55,9%, 2995 emplois) et industries de moyennes et hautes technologies (+8,5%, 4073 emplois). Ces emplois formels créés proviennent d'une part de la diminution des emplois informels de la quasi-totalité des branches de 2,7% chacune, et d'autre part de la diminution des emplois formels des branches construction (-34,1%), commerce (-4,9%) et autres services marchands (-3%).

5. REFORMES STRATEGIQUES MAJEURES ET PERSPECTIVES

5.1. Réformes stratégiques majeures

La réussite de la politique d'import-substitution et de promotion des exportations axée sur la promotion de l'emploi nécessite de mettre en place un certain nombre de réformes, aussi bien à l'endroit du système éducatif, du système productif et du système de gouvernance. Il convient donc de :

- 👉 Réformer le système éducatif avec les besoins de l'économie en ressources humaines qualifiées ; ceci peut se faire en promouvant la coopération à grande échelle entre les institutions éducatives et formatives et les entreprises, en privilégiant les orientations dans les domaines techniques et de l'ingénierie, en accentuant de la formation professionnelle etc.
- 👉 Construire les industries mieux intégrées verticalement (intégration entre les activités situées en amont et celles situées en aval) et horizontalement (intégration entre différentes entreprises) ;
- 👉 Inciter l'investissement privé dans l'aval des filières agro-sylvo-pastorales et halieutiques et mettre en place des mécanismes de régulation de l'offre et de la demande.
- 👉 Il convient de lever les contraintes qui limitent le développement d'une production à grande échelle susceptible d'approvisionner le développement des industries agro-alimentaires.

- ☞ Implanter les unités de transformation dans les bassins de production agro-sylvo-pastorales et halieutiques ;
- ☞ Mise sur pied de l'Agence de promotion des exportations (APEX) prévue par les textes régissant le Commerce Extérieur au Cameroun ;
- ☞ Mettre en place le cadre légal et réglementaire visant à éliminer les importations des produits de second usage.

5.2. Perspectives

Au niveau du Cameroun, les perspectives s'inscrivent dans une logique de valorisation du modèle et des résultats issus de ces analyses d'une part, et de partage d'expérience avec les pairs d'autre part.

Pour la valorisation du modèle, Il est prévu de mener des analyses prospectives approfondies afin de prioriser, dans les branches identifiées dans le scénario 2, les sous-branches et les produits plus intégrateurs pouvant avoir des effets d'entraînement et des gains plus significatifs et plus durables sur l'emploi et les exportations ; il est aussi prévu de mener une étude sur la prospective des métiers et les mutations du marché de l'emploi. Par ailleurs, La version actuelle du modèle n'est pas dynamique et les réflexions sont en cours ont pour but de produire une version dynamique ; Aussi, le Cameroun entend également développer un modèle sur l'économie verte qui sera intégré dans les comptes nationaux pour renforcer l'intérêt de la protection de l'environnement dans les projets.

Pour ce qui est du partage d'expérience avec les pairs, les experts du Cameroun sont disposés à accompagner les pays dans l'élaboration d'outils de simulations et de planifications similaires dans le cadre de la coopération sud-sud.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Ministère de l'économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, novembre 2020, SND30 Stratégie Nationale de développement 2020-2030 : Pour la transformation structurelle et le développement inclusif

Ministère de l'économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, octobre 2018, travaux de planification de la deuxième phase de la vision 2035, revue des politiques de développement 2010-2018.

BIT-OMC, Commerce et emploi : un défi pour la recherche en matière de politiques, 2007

Ministère de l'économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, octobre 2018, travaux de planification de la deuxième phase de la vision 2035, document de caractérisation de l'émergence du Cameroun.

Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, février 2009, Cameroun vision 2035.

Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, août 2009, Document de stratégie de la croissance et de l'emploi.

Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, « La Lettre Economique du Cameroun », n° 0025 et 0026 septembre 2014.

Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, Plan d'actions prioritaires de la Politique Nationale de l'Emploi sur la période 2019-2023

Institut national de la statistique, 2013, nomenclature des activités et des produits du Cameroun, Nacam_npc rev 1

Institut national de la statistique, 2014. « Rapport principal de la 4ème Enquête Camerounaise auprès des Ménages ». Yaoundé, Cameroun : INS.

Institut National de la Statistique, 2015, Tableau des ressources et des emplois.

Plan Directeur d'Industrialisation du Cameroun, avril 2017.

Stratégie nationale de mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale Africaine du Cameroun 2020-2024